

**Lancement du Digest Innocenti n°12,  
« Changer une convention sociale néfaste : l'excision/mutilation génitale féminine »**

**CREER LE DIALOGUE : METTRE FIN A L'E/MGF AU SENEGAL**

*Au Sénégal, l'ONG internationale Tostan s'est employée à créer un dialogue, au sein des communautés, sur l'excision/mutilation génitale féminine (E/MGF) au moyen d'un programme d'éducation de base complet dans les langues nationales. Cela a amené plus de 1.600 villages à renoncer collectivement à la pratique de l'E/MGF. Ici, une femme parle de la décision de sa communauté d'abandonner la pratique de l'E/MGF.*

« Il y a dix ans, je n'aurais jamais pu imaginer que j'aurais été parmi les personnes à la tête d'un mouvement pour mettre fin à la 'tradition' à laquelle la plupart des femmes de ma communauté ont été soumises. Non seulement je croyais que c'était un devoir religieux, mais c'était moi qui opérais les filles de toutes les communautés des alentours ».

Oureye Sall, une exciseuse traditionnelle de la région septentrionale de Matam parle ouvertement de son engagement dans la lutte contre l'E/MGF au Sénégal. « Depuis que j'ai appris que l'E/MGF n'est pas requise par l'Islam et que c'est une violation des droits des filles et des femmes, j'ai arrêté de pratiquer.



Oureye Sall (à gauche) et son assistante au cours d'une cérémonie de déclaration publique. UNICEF/2004/Mbodj.

C'est quand le programme Tostan a été appliqué dans notre village que j'ai compris les dangers de la pratique et que j'ai commencé à m'interroger sur la nécessité de continuer. Notre classe a réuni tout le village et d'autres communautés avec les membres desquelles se marient nos filles et nos fils. Ensemble nous avons pris la décision de mettre fin à la pratique ».

Le village d'Oureye Sall a participé à une déclaration publique faite par 13 communautés, qui a eu lieu à Diabougou le 14 février 1998. Depuis lors, Oureye et d'autres participants au programme d'éducation de base Tostan, réalisé en collaboration avec le gouvernement du Sénégal et l'UNICEF, ont veillé à ce que plus une seule excision ne se produise au village. Mais ils se sont également rendus dans des centaines d'autres villages où ils se sont réunis avec amis, voisins et parents pour débattre de la nécessité d'abandonner une pratique qui a apporté des souffrances inutiles, la douleur, et même la mort à des milliers de filles et de femmes au Sénégal.

« Je sens qu'il est de mon devoir d'ouvrir les yeux à d'autres sur les dangers de la tradition », dit Oureye. « C'est ma façon de dire que je regrette d'avoir fait du mal à des filles innocentes ». Oureye a appris que la pratique de l'E/MGF peut entraîner des hémorragies, des chocs, des infections et des problèmes lors de l'accouchement. « Autrefois nous croyions que ces problèmes étaient dus à des esprits malins. Nous avons appris qu'il n'en était rien au cours de notre programme d'éducation ».

Selon une récente Enquête démographique et sanitaire, l'E/MGF était pratiquée par 94 pour cent de la population dans la région de Matam où a grandi Oureye. Maintenant on assiste à un mouvement local mené par les femmes et les adolescentes en collaboration avec les chefs religieux et traditionnels pour mettre fin à la pratique. Depuis la première déclaration collective à Diabougou en 1998, plus de 1.600 communautés ont annoncé leur décision de mettre fin à l'E/MGF lors de 19 déclarations publiques. Cela représente plus de 30 pour cent de la population pratiquante du Sénégal, qui se concentre principalement

au nord et au sud du pays et représente environ 20% de la population totale. D'autres nombreuses déclarations d'abandon de l'E/MGF sont prévues en 2005 et 2006.

« Le fait d'apprendre que nous possédions des droits humains et des responsabilités a joué un rôle fondamental dans notre décision d'abandonner l'E/MGF », explique Oureye. « Ensemble nous avons discuté de notre responsabilité de permettre à nos filles de jouir de la meilleure santé possible – maintenant nous faisons vacciner nos enfants régulièrement, nous les conduisons au dispensaire quand ils sont malades, nous les faisons dormir sous des moustiquaires et nous les tenons propres. Nous avons aussi cessé de marier nos filles à 11 ou 12 ans, comme autrefois. Le village a émis la règle qu'une fille doit avoir 18 ans avant de pouvoir se marier. Nous avons fait plus que mettre fin à la tradition. Nous avons lancé un mouvement ».

**Pour plus de détails veuillez contacter Molly Melching, [mjmelching@gmail.com](mailto:mjmelching@gmail.com)**